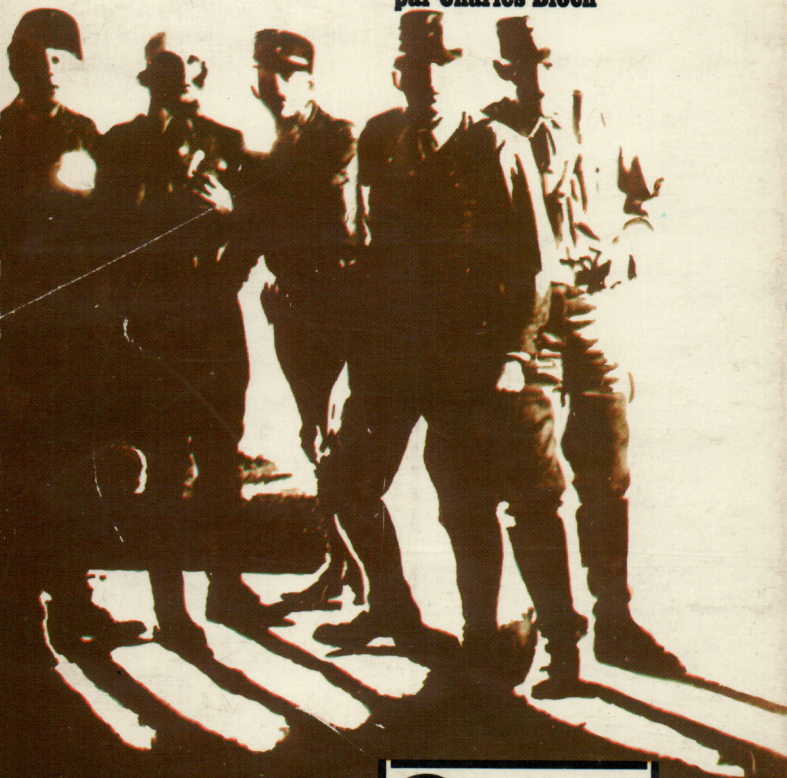


LA NUIT DES LONGS COUTEAUX

30 juin 1934 :
Hitler liquide les siens
présenté
par Charles Bloch



a COLLECTION
ARCHIVES

Extrait de la publication

Charles Bloch,
professeur d'Histoire
contemporaine à l'Université de
Tel-Aviv, est spécialisé dans l'histoire
des relations extérieures du III^e Reich

Jean-Claude Favez,
professeur d'Histoire au Collège de Genève
achève une thèse sur l'occupation de
la Ruhr

Document de couverture :
Photo ULLSTEIN BILD-ARCHIV.
© Julliard 1967
Imprimé en France

Un tournant décisif

« La nuit des longs couteaux » : c'était l'heure que les « sections d'assaut » nazies (S.A.), avant la prise du pouvoir, attendaient pour « régler leur compte » à tous leurs ennemis, marxistes et juifs. Mais cette nuit, qui commence, d'ailleurs, à sept heures du matin, est entrée dans l'Histoire dans un sens diamétralement opposé : le 30 juin 1934, en effet, Hitler faisait assassiner les chefs suprêmes des S.A. elles-mêmes, et à leur tête Ernst Rœhm, son fidèle ami de la première heure. Cet acte de trahison fut une illustration frappante des crimes dont le régime nazi était capable et un signe précurseur des massacres qu'il devait organiser plus tard pendant la Deuxième Guerre mondiale. C'est cet aspect moral et juridique de l'événement que les historiens et les mémorialistes ont surtout retenu. Mais, en réalité, sa signification est plus profonde encore, car il marque un tournant décisif dans l'évolution du régime, un choix social autant que politique.

Dans la première moitié de 1934, le pouvoir de Hitler, bien qu'en apparence victorieux de tous ses adversaires à l'intérieur, était encore mal établi et menacé par des contradictions entre les diverses forces qui l'avaient aidé en 1933 à s'installer à la Chancellerie. On a surtout parlé de la rivalité entre l'armée et les S.A., rivalité qui devait se terminer par l'élimination, le 30 juin 1934, de ces dernières en tant que force politique et para-militaire. En vérité, les tendances les plus diverses se disputaient encore la direction de l'Allemagne nouvelle et désiraient faire de Hitler leur instrument. Celui-ci, acculé à un choix qu'il aurait certainement préféré éviter à ce

moment-là, se tira de cette difficulté par un coup de maître : tout en sacrifiant une partie de ses anciens compagnons, il liquida en même temps plusieurs de ses adversaires et neutralisa des rivaux potentiels. Ainsi affermit-il son pouvoir personnel, en consolidant l'instrument (les S.S.) à l'aide duquel il se vengera le jour venu de ceux qui lui avaient forcé la main pendant ces journées dramatiques, restant l'arbitre suprême entre les diverses forces opposées qui continueront à se livrer sournoisement bataille jusqu'à la fin du régime national-socialiste. Ce régime était donc moins uni et moins « totalitaire » qu'une historiographie trop portée vers les apparences extérieures ne le veut reconnaître. Mais ce n'est pas seulement la position personnelle de Hitler qui sortira finalement renforcée par les événements de l'été 1934. « L'Etat des S.S. », que Hitler laissera créer par Himmler et Heydrich, sera très différent, dans sa structure, de « l'Etat des S.A. » dont avait rêvé Rœhm. Cette différence, trop négligée par les historiens jusqu'ici, à notre avis, nous tâcherons de l'esquisser à la fin de cet ouvrage.

Un autre aspect n'a pas été non plus suffisamment souligné : les répercussions internationales du 30 juin 1934. Certes, il s'agit tout d'abord d'une crise intérieure du régime. Mais comme celui-ci dès le début prépare la guerre, chaque phase de son évolution interne marque un pas vers ce but et concerne également la politique extérieure. Les liens que le gouvernement hitlérien crée entre les deux domaines sont très importants, et les réactions — ou malheureusement plutôt les absences de réaction — des autres pays aux événements allemands le sont encore davantage. Nous consacrerons donc un chapitre à cette question.

Le travail que nous entreprenons n'est pas facile. Il paraît bien que la plupart des documents confidentiels se référant aux massacres du 30 juin ont été brûlés, sur ordre des autorités nationales-socialistes; d'autres l'ont été au moment de la débâcle en 1945. En outre, de nom-

breuses décisions ont été prises lors de discussions, sans procès-verbaux. Les ordres ont été souvent transmis par téléphone. Ce qui reste, ce sont essentiellement des déclarations officielles, des articles de presse et des témoignages. Ces derniers sont les plus intéressants, mais d'une valeur très inégale, et il faut les examiner avec beaucoup d'esprit critique. En outre, ils ne couvrent pas tous les aspects de la crise : nombreux sur le rôle joué par l'armée — à un point tel qu'il nous a fallu faire un choix —, ils manquent presque entièrement sur l'attitude des divers milieux industriels et bancaires. Sur ce point capital, nous n'avons à notre disposition que des sources indirectes comme des articles significatifs dans des journaux qui représentent en général ces intérêts.

Tel ou tel point ne sera donc probablement jamais éclairci et appartient d'ores et déjà aux mystères de l'Histoire. Mais malgré les lacunes incontestables — qu'une recherche ultérieure arrivera peut-être encore à combler, du moins partiellement — les grandes lignes nous paraissent suffisamment claires pour que nous osions présenter aux lecteurs français non seulement le récit des journées sanglantes — qui occupera une place relativement réduite dans notre étude —, mais aussi une analyse générale des facteurs qui ont déclenché cette crise et de ses conséquences.

Les S.A. et la prise du pouvoir

Les causes lointaines du 30 juin 1934 remontent au début même du mouvement national-socialiste. C'est en 1919 que Hitler fit ses débuts dans la politique, à Munich, en entrant dans le « Parti ouvrier allemand » (qui par la suite changera son nom en « Parti ouvrier allemand national socialiste », N.S.D.A.P.). Il se fit vite remarquer par son talent d'orateur et fut par conséquent coopté par son comité politique avant d'en devenir le chef incontesté, en juillet 1921. Le parti comptait déjà une centaine d'adhérents, parmi eux l'ingénieur G. Feder qui était considéré comme son spécialiste en matière économique et qui se distinguait par ses diatribes anti-capitalistes. C'est avec lui et le fondateur du parti, A. Drexler (qui disparut peu après de la scène politique), que Hitler élaborait, le 24 février 1920, le célèbre programme en 25 points, dont voici les plus importants :

1. Nous exigeons la réunion de tous les Allemands, sur la base du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, en une seule Grande Allemagne.

2. Nous exigeons que l'Allemagne jouisse de droits égaux à ceux des autres nations. Les Traités de Versailles et de Saint-Germain devront être abolis.

3. Nous exigeons des pays et des terres (colonies) pour nourrir notre peuple, et la possibilité, pour notre excédent de population, d'émigrer.

4. Seul peut être citoyen celui qui est notre Volksgenosse *. Seul peut être notre Volksgenosse celui qui

* Traduction littérale : « Membre du peuple », mais il faut comprendre « membre de la même race ».

est de sang allemand, sans distinction de confession. Aucun juif ne peut donc être notre Volksgenosse.

5. Celui qui n'est pas citoyen ne peut vivre en Allemagne qu'à titre d'hôte et doit être soumis à la juridiction qui régit les étrangers.

6. Seul le citoyen a le droit de décider de la conduite des affaires de l'Etat et de légiférer. Par conséquent, nous exigeons que toute fonction publique, de quelque nature qu'elle soit, ne puisse être exercée que par les seuls citoyens.

Nous combattons le parlementarisme corrompue, l'acaparement des places par les hommes des partis, au mépris des capacités et du caractère moral.

7. Nous exigeons que l'Etat considère comme son premier devoir d'assurer le travail et les moyens d'existence des citoyens. Quand il n'est pas possible de nourrir l'ensemble de la population, les ressortissants des autres nations (non-citoyens) doivent être expulsés du Reich.

11. Abolition du revenu qui n'est pas le produit du travail et de l'effort. Il faut briser l'esclavage du prêt à intérêt.

12. Vu les effroyables sacrifices de sang et d'argent que toute guerre exige du peuple, tout enrichissement personnel résultant de la guerre doit être considéré comme un crime contre le peuple. Nous exigeons donc la confiscation intégrale de tous les bénéfices de guerre.

13. Nous exigeons la nationalisation de tous les trusts déjà existants.

14. Nous exigeons la participation des employés aux bénéfices, dans toutes les grandes entreprises.

15. Nous exigeons une refonte complète de l'organisation d'assistance à la vieillesse.

16. Nous exigeons la création d'une classe moyenne saine, et sa conservation, la « communalisation » immédiate des grands magasins qu'on relouera, à prix modérés, aux petits exploitants; la plus grande sollicitude à l'égard des petites entreprises qu'on soutiendra par des commandes de l'Etat et des communes.

17. Nous exigeons une réforme foncière adaptée à nos besoins nationaux, une loi permettant l'expropriation sans indemnité du sol pour des buts d'intérêt général, l'abolition de l'intérêt foncier et l'interdiction de toute spéculation sur les terrains.

18. Nous exigeons une lutte sans merci contre tous ceux dont l'activité est nuisible aux intérêts de la collectivité. Ceux qui commettent des crimes contre le peuple : les usuriers, les profiteurs, etc., seront punis de mort, sans distinction de confession ni de race.

19. Nous exigeons le remplacement du droit romain qui sert un ordre du monde matérialiste par un droit allemand « coutumier ».

22. Nous exigeons le licenciement de l'armée de métier et la création d'une armée nationale ¹.

Feder y aporta le commentaire suivant :

L'intérêt public passe avant l'intérêt privé.

L'anti-Etat actuel qui opprime les classes laborieuses, qui protège la propriété, due à la rapine, des spéculateurs de banques et de bourse, est devenu le champ clos d'un enrichissement privé sans vergogne, des spéculateurs et carriéristes politiques les plus vulgaires; personne n'a d'égards pour son prochain, pour le concitoyen, il n'existe pas de lien moral supérieur; la puissance la plus brutale, la puissance d'argent, règne sans frein et exerce son influence pernicieuse, destructrice sur l'Etat, le peuple, la société, la culture, la morale, le théâtre, la littérature et tous les impondérables moraux....

On trouve tout à fait réguliers les profits usuraires démesurés que les banques extorquent sans effort et sans travail, en tant que tribut du capital prêté...

On se précipite dans l'asservissement le plus profond de l'intérêt, on rouspète contre les impôts et les intérêts, mais on se meurt d'estime devant n'importe quel banquier ou pirate de la Bourse.

La confusion règne dans les cerveaux! L'économie tout entière a été privée de sa noblesse, elle a été déper-

sonnalisée et transformée en sociétés anonymes. Les travailleurs se sont eux-mêmes abandonnés entre les mains de leur plus grand ennemi, le capital financier. Profondément endettés, ceux qui créent des valeurs dans les ateliers, les usines et bureaux ne gardent pour eux qu'un maigre salaire, tout le profit de leur travail s'écoule en tant qu'intérêts et dividendes dans les poches de puissances d'argent anonymes...

Il est permis de penser que, dès le début, ce programme n'était aux yeux de Hitler qu'un attrape-nigaud. De toute façon, la plupart de ces points ne devaient pas être réalisés ou alors d'une manière très différente de celle que pourrait suggérer la lecture du texte. Les points 1 à 3 reprennent les projets pangermanistes et d'expansion coloniale, tandis que le Troisième Reich aspirera dès 1939 vers un but plus extrémiste encore : la domination de tout le continent européen et l'oppression, en partie même l'extermination de ses peuples. Quant aux promesses dans le domaine économique et social, Hitler les reniera, comme nous le verrons par la suite, bien avant son arrivée au pouvoir, et c'est justement cette trahison qui sera une des raisons essentielles du massacre du 30 juin 1934. Mais, tel qu'il était conçu, le programme était fait pour attirer certaines catégories de la population allemande : les classes moyennes et la petite-bourgeoisie, pleines d'amertume et de tendances anti-capitalistes très vagues, et, en premier lieu, les soldats et les officiers démobilisés, dont certains refusaient d'accepter la défaite de 1918 et menaient une vie d'aventuriers incapables de se réadapter à une société de paix. On sait comment ces éléments rejoignirent les célèbres corps francs qui combattirent d'abord le bolchevisme dans les pays baltes, puis le régime de Weimar en Allemagne, avant de trouver plus tard leur place dans le parti national-socialiste et dans les S.A.

La figure la plus caractéristique de ces milieux-là était le capitaine Ernst Rœhm qui, après la défaite, resta d'abord dans la Reichswehr, la nouvelle armée allemande, limitée officiellement à 100 000 hommes par le Traité de paix. Il était stationné à Munich, y travaillait clandestinement pour les corps francs et adhéra au « Parti ouvrier allemand » à peu près en même temps que Hitler. Frappé par les talents d'agitateur de ce dernier, il le recruta comme propagandiste, pour le compte des corps francs contre le Traité de Versailles et surtout contre le régime républicain installé par la révolution de 1918. Ce fut donc le capitaine Rœhm qui ouvrit au caporal Hitler les portes de la politique; ce dernier lui dut donc ses premiers succès. Cette dette de reconnaissance suscita probablement chez Hitler une secrète jalousie envers son ancien supérieur et prépara la perte de celui-ci.

Il est en effet difficile d'imaginer une plus grande différence de caractère entre ces deux hommes. Hitler, avec tout son fanatisme, était un politicien rusé et versatile, prêt à trahir ses anciens amis et ses promesses afin de s'acquérir les grâces des forces et des personnes susceptibles de lui frayer les chemins du pouvoir — quitte à se retourner contre elles et à se venger une fois ce pouvoir acquis. Sans aucun scrupule dans le choix de ses moyens, sans véritable culture, mais excellent psychologue des hommes et des foules, doué d'un flair politique extraordinaire — qui ne le trompera qu'une fois, en 1923, lorsqu'il tentera son coup d'Etat malheureux, et qui ne le quittera que pendant la guerre, quand la mégalomanie lui fera perdre tout sens de la réalité —, il sacrifiera tout à son indomptable soif de domination, à l'assouvissement de ses haines et à la réalisation de ses rêves de conquête. Par contre, Rœhm était un mélange curieux de lansquenet et d'idéaliste. Eternel révolté, il intitulera ses souvenirs Histoire d'un coupable de haute trahison. Il nourrit pourtant jusqu'à sa mort un sen-

timent de dévouement filial, presque naïf, à la cause de la monarchie bavaroise tout en méprisant profondément la morale bourgeoise :

Rien n'est plus faux que ce que l'on nomme la morale sociale. Je commence par déclarer que je n'appartiens pas à la classe des braves et que je n'ai pas l'ambition qu'on me compte parmi eux. Mais je ne veux pas du tout appartenir à la catégorie des hommes « moraux », car j'ai fait l'expérience que la « morale » de ces « moralistes » ne vaut pas grand-chose... Quand ces hommes, qu'on appelle hommes d'Etat, chefs du peuple, etc., s'occupent de morale, c'est le plus souvent la preuve qu'il ne leur est rien venu de mieux à l'idée. Ceci ne peut naturellement pas surprendre chez certains écrivains « racistes », qui n'ont pas été au front et qui ont contemplé la guerre, abrités dans un port sûr... Que l'Etat prétende avoir le droit de modérer, à l'aide de lois, les passions humaines, ou qu'il s'imagine qu'il puisse les aiguiller ainsi sur d'autres voies, voilà qui me paraît naïf et inopportun ²...

Cette attitude anti-bourgeoise le conduit même à une certaine compréhension pour les communistes :

Et maintenant, cher boutiquier, ne t'évanouis pas! car j'affirme que parmi les communistes, surtout parmi les membres des « anciens combattants rouges », il y a beaucoup d'excellents soldats ³.

Dans ce mépris il englobait aussi la plupart de ses collègues officiers « embourgeoisés ». Et pourtant, soldat et rien que cela, il ne pouvait vivre que dans l'armée. Patriote allemand sincère, il désespéra plus d'une fois de son pays. Ainsi, il cite les paroles d'un de ses amis :

Je pense en fait que je n'appartiens plus à ce peuple. Je me souviens seulement d'avoir appartenu à l'armée allemande ⁴.

Après son premier conflit avec Hitler en 1925 (voir p. 25), il devait s'engager comme instructeur dans

l'armée bolivienne. Révolté et aventurier, ce n'est pourtant pas un conspirateur, car il déteste les intrigues. Rien n'est plus absurde que l'accusation de conspiration qu'il paiera de sa vie en 1934. Lansquenet, ayant connu le feu et les tranchées, la vie humaine compte peu à ses yeux. Il tolérera, et même encouragera les meurtres et les actes de torture commis par ses S.A., moins probablement par goût de la cruauté que par esprit de camaraderie et de solidarité avec ses compagnons et subordonnés. Ambitieux, certes, et désireux de commander une grande armée, il la veut pour le salut de la « Nouvelle Allemagne ». Il ne briguera pas la première place dans l'Etat, mais s'effacera devant Hitler, à qui le lie un dévouement sincère. Cette fidélité, mal récompensée, causera sa perte.

Son instrument, Ræhm le trouvera plus tard dans les S.A. Mais aussi longtemps qu'il était encore officier de l'armée régulière — il ne la quittera qu'en 1923 —, il ne pouvait pas officiellement commander une troupe de volontaires d'un parti politique. En effet, dès 1920, les nazis avaient créé un « service d'ordre » destiné à protéger leurs propres réunions et à perturber celles de leurs adversaires. C'était, autrement dit, un groupe de « bagarreurs », spécialisé d'abord dans les batailles de salles. En 1921, il prit le nom de « sections d'assaut » (Sturmabteilungen, abrégé S.A.). Mais son but demeure le même : « rosser » les adversaires, faire des exercices militaires et se préparer au putsch. La terreur du reste ne se contente plus des salles et descend dans les rues de Munich. Le premier commandant de cette troupe fut un certain Klintsch, mais, dans les coulisses, Ræhm l'organisa et y amena certaines unités des anciens corps francs bavarois — qui avaient puissamment contribué à renverser l'éphémère « République des Conseils d'ouvriers et de soldats » de Munich en 1919 — dissous par les gouvernements de Berlin et de Munich sous la pression des Alliés. Mais cette activité de Ræhm, qui voulait faire des S.A. une véritable armée clandestine, rivale et complémentaire à la fois de la Reichswehr, n'était pas

tout à fait du goût de Hitler. Celui-ci assignait à ces formations tout d'abord une tâche politique : être la troupe de choc de son parti. Ainsi, il confia au début de 1923 le commandement des S.A. à l'homme qui, par la suite, devait devenir le numéro deux de l'Etat nazi et l'ennemi mortel de Rœhm : Hermann Gœring.

Hermann Gœring

Comme Hitler et Rœhm, Gœring était un ancien soldat de la Grande Guerre qui se réadapta difficilement à la vie civile. Mais c'est à peu près tout ce qu'il y avait de commun entre eux. Fils d'un ancien gouverneur de colonie, élevé dans l'aisance, il avait fait la guerre, comme aviateur, dans la célèbre escadrille de chasse de Richthofen et était devenu capitaine. Décoré de l'ordre « pour le mérite », il avait acquis déjà en 1918, à l'âge de vingt-cinq ans, une certaine notoriété. Après la défaite, il continua d'abord à exercer le métier d'aviateur au Danemark et en Suède, puis s'installa à Munich. Officiellement inscrit comme étudiant, il était en fait conseiller technique de sociétés d'aviation et menait une vie très mondaine. Aventurier, il l'était d'une manière très différente de celle de Rœhm, car il avait les goûts d'un grand seigneur de la Renaissance. Dénué de scrupule, comme Hitler, il était pourtant moins rusé et moins adroit que ce dernier. Il devra finalement lui laisser la première place. La source de son pouvoir, ce seront ses liens avec les milieux de l'industrie et de la finance. Car, bien qu'également très éloigné de la « morale bourgeoise » — ses méthodes de gouvernement, surtout en 1933-1934, le prouveront bien — il restait intimement lié à la société bourgeoise. A la fin de 1922, il entra en contact avec Hitler et lui ouvrit les portes de la « bonne société » munichoise.

L'agitateur populaire comprit la chance qui s'offrait ainsi à lui. Son mépris pour la foule qu'il entendait mener grandissait et sous l'influence d'Alfred Rosenberg, grand prêtre de l'anticommunisme et de l'antisémitisme, son

racisme prenait une allure nettement aristocratique. Dans ses articles du Völkischer Beobachter (qui était l'organe officiel du parti depuis décembre 1920, et dont Rosenberg était le rédacteur en chef) et ses autres écrits, Hitler flétrissait non seulement la démocratie parlementaire mais le principe de la société égalitaire :

Le principe d'autorité est nié, la liberté de mouvement et les possibilités créatrices de la personnalité entravées, on met des liens au génie des chefs, des liens qui empêchent tout libre développement, et à la place de tout cela s'est imposé le principe démocratique de la majorité, qui signifie toujours une victoire des médiocres, des inférieurs, des faibles et surtout des lâches et des irresponsables; la personnalité est tuée par la masse ⁵.

Le choix de Gœring comme nouveau chef des S.A. ne fut donc nullement fortuit. Il eut une signification politique et sociale certaine. Mais Hitler sentit bien qu'il n'avait dès lors plus le contrôle absolu des « sections d'assaut ». Peut-être se méfiait-il aussi un peu de Gœring, en qui il flairait un rival possible. C'est pourquoi il créa, en août 1923, une nouvelle garde de corps, la « Troupe de choc Hitler », le noyau des futures S.S.

L'échec du putsch de 1923

Tout ceci n'était pourtant que le modeste début d'une évolution politique à venir. Pour le moment, Rœhm, malgré ses divergences de vue avec Hitler, continuait à l'aider. Démissionnaire de la Reichswehr en 1923, il préparait maintenant activement un coup d'Etat contre le régime démocratique de Weimar. Dans ce but, Hitler avait provisoirement trouvé un allié de poids : la plus grande figure allemande de la Première Guerre mondiale, le général Ludendorff, ancien chef de l'état-major

du maréchal von Hindenburg et dictateur occulte de l'Allemagne de 1916 à 1918. Retiré lui aussi à Munich, Ludendorff, comme Hitler, se vouait à la propagande antirépublicaine et antisémite. En été 1923, les deux hommes conclurent une alliance. En septembre de la même année, le monarchiste à tendance séparatiste von Kahr se fit proclamer Commissaire d'Etat de Bavière, donc gouverneur avec les pouvoirs les plus étendus, et entra en conflit avec le gouvernement du Reich à Berlin. Spéculant sur cette opposition, les pangermanistes Hitler et Ludendorff espèrent la complicité de von Kahr. Mais le calcul se révéla inexact : von Kahr goûta peu d'avoir été virtuellement fait prisonnier à la Brasserie « Bürgerbräu », le soir du 8 novembre 1923, lorsque Hitler et Ludendorff y déclenchèrent leur révolte; le lendemain, il s'allia avec la Reichswehr locale pour la réprimer *. L'aventure échoua lamentablement; ses auteurs et leurs complices furent arrêtés et traduits devant un tribunal. Si Ludendorff — qui, par la suite, devait se brouiller avec Hitler — fut acquitté et Rœhm immédiatement mis en liberté, Hitler fut condamné, le 1^{er} avril 1924, à cinq ans de forteresse. Gœring, blessé lors des combats de rue, se réfugia clandestinement en Autriche d'abord, en Suède ensuite, pour ne rentrer en Allemagne qu'en 1928.

Emprisonné à la forteresse de Landsberg, Hitler tira la conclusion de son échec : plus de coup d'Etat. Il arriva au pouvoir par les voies légales et avec l'aide de la Reichswehr, sans laquelle personne ne saurait gouverner en Allemagne. Dans sa cellule, il dicta à son secrétaire et ami tout dévoué, Rudolf Hess, le premier volume de son livre autobiographique *Mein Kampf* (Mon combat), dans lequel il exposait ses idées et son programme. Il essaya aussi de garder la haute main sur

* L'histoire du coup d'Etat manqué du 8 et 9 novembre 1923 est trop connue pour que nous y revenions ici. Le lecteur trouvera un récit détaillé dans l'excellente « Histoire du national-socialisme » de Konrad Heiden — le meilleur livre écrit sur l'évolution du mouvement dès ses débuts jusqu'à la prise de pouvoir —, ainsi que dans la magistrale biographie de Hitler, par Allan Bullock.

le mouvement national-socialiste, puisqu'il disposait de la liberté de correspondance et pouvait recevoir des visites. Ræhm reçut la direction des S.A., mais ne suivit pas toutes ses instructions. (Officiellement interdites après le coup d'Etat du 9 novembre, les S.A. furent reconstituées sous le nom de « Frontbahn » et placées, théoriquement et provisoirement, sous l'autorité suprême de Ludendorff.) En ce qui concerne le parti, Hitler eut encore moins de chance, car il allait se heurter à celui qui, pendant plus de huit ans, devait être son rival le plus dangereux, Gregor Strasser.

**Un rival :
Gregor Strasser**

L'image de Gregor Strasser est moins nette que celle des autres personnalités dont nous avons parlé jusqu'ici. Le tableau qu'en dressent ses deux frères est nécessairement élogieux et partial; son éviction du parti en 1932 et sa fin tragique, le 30 juin 1934, lui ont donné l'auréole d'un martyr. D'autres épisodes de sa vie ne semblent pas confirmer cette impression. Aussi les uns le tiennent-ils pour un idéaliste sincère, les autres pour un politicien carriériste qui, moins habile et moins chanceux que Hitler, échoua finalement. Il ne fut pas heureux dans le choix de ses collaborateurs : ses deux secrétaires particuliers, Joseph Gæbbels puis Heinrich Himmler, qu'il introduisit dans la politique, devaient le trahir et contribuer à sa perte. Il avait pourtant des talents non négligeables. Comme tribun et orateur, il n'était pas inférieur à Hitler; de plus, excellent organisateur, il fut, jusqu'à sa chute en décembre 1932, l'incontestable numéro deux du parti. Mais il n'avait pas le même flair politique que son rival, et peut-être manqua-t-il au moment crucial de sang-froid et d'esprit de décision.

Fils d'un fonctionnaire bavarois, Gregor Strasser sortait de la bourgeoisie moyenne; originaire d'une famille profondément catholique (un de ses frères devint benédictin), il nourrit jusqu'à sa fin un solide antisémitisme.

C'était l'heure que Roehm attendait, avec ses S.A. nazies, pour se débarrasser de tous ses ennemis. Mais Hitler règle d'abord leur compte aux prétoriens révolutionnaires et à tous ceux qui le croyaient un instrument docile. Voici la crise : Hitler choisit la droite.



*Collection d'inédits
au format de poche.*



Extrait de la publication